



Projet COMMUN

Citoyens et Organisations locales Mobilisées pour un Meilleur Usage des ressources Naturelles

Protéger les forêts de Casamance

Depuis une dizaine d'années, le couvert ligneux au Sénégal a connu une baisse constante avec une régression de 405 000 ha de forêts. Au-delà de l'avancée du front agricole, la coupe abusive est l'une des causes principales de cette déforestation.

Le phénomène s'est accentué ces dernières années avec la vente illégale du bois de vène à la frontière sénégalogambienne. Malgré les efforts engagés par les services techniques, ce fléau est loin d'être vaincu. Pour inverser la tendance, il est nécessaire de promouvoir davantage de conscience environnementale et plus d'engagements des communautés locales dans la gouvernance des ressources forestières (lutte contre le trafic de bois, protection et restauration des peuplements forestiers, etc.).

Le projet COMMUN a pour objectif de promouvoir une citoyenneté environnementale active par la participation des communautés locales à la gouvernance responsable des forêts au Sénégal. Il s'agit pour cela de renforcer les capacités de veille, d'initiative et de plaidoyer des organisations de base (organisations de jeunes en faveur de l'environnement,

OCB, etc.), en s'appuyant sur le renforcement de leurs capacités, la formation et mise en réseau, la réalisation d'études et capitalisations, l'organisation de forums locaux et de concertations entre acteurs, l'appui à des initiatives locales et à des actions de communication sociale et de plaidoyer.

Les activités proposées impliquent directement les acteurs à la base, avec l'appui de structures compétentes (ONG locales, services des Eaux et Forêts, etc.).



Les objectifs du projet

- Renforcer l'engagement des communautés et organisations locales dans l'élaboration de stratégies de protection et dans la gouvernance des forêts.
- Promouvoir des alternatives à l'exploitation forestière par la promotion et l'accompagnement d'activités économiques et le soutien à des initiatives locales
- Développer des actions de communication sociale et de plaidoyer auprès des décideurs pour une meilleure gouvernance des forêts au niveau local

Le projet en chiffres

- Mise en place d'un dispositif multi-acteurs de veille et de certification citoyenne sur la gouvernance forestière impliquant 11 communes
- Accompagnement de 20 initiatives locales en faveur de l'environnement
- Renforcement des capacités des membres de 11 commissions environnementales engagées pour la préservation des forêts
- Réalisation d'une capitalisation sur la gouvernance forestière
- Organisation de 11 foras annuels de concertation au niveau communal et départemental autour des enjeux de préservation des forêts

Partenariat

Le projet est mis en œuvre par le CNCR avec l'accompagnement du Gret. Il intervient en appui aux organisations locales et aux communes du département de Médina Yoro Foulah.

Focus sur la mobilisation sociale

Les activités du projet contribuent à la mise en place de dynamiques de collaboration multi-acteurs qui impliquent une diversité de parties prenantes :

- des associations de jeunes engagées en faveur de l'environnement,
- 11 communes réunies au sein d'un cadre de concertation, dont les commissions environnementales sont élargies à des acteurs engagés de la société civile locale,
- le service des Eaux et Forêts de Medina Yoro Foulah,
- 2 ONG locales, spécialisées dans l'appui à la gouvernance forestière et le développement local,
- une organisation paysanne (CNCR) et ses fédérations membres intervenant dans le secteur et dans la zone du projet,
- une ONG internationale venant en appui aux partenaires locaux.



Le CNCR (Conseil national de concertation et de coordination des ruraux) est constitué de 28 fédérations membres et représente au niveau national plus de trois millions de ruraux. Il travaille depuis plus de 10 ans sur la question foncière et a été la première organisation de la société civile sénégalaise à engager de larges consultations locales et à ouvrir un débat public sur les enjeux et options possibles d'une réforme foncière.

Le Gret est une ONG française de développement solidaire, qui agit depuis 35 ans du terrain aux politiques, pour lutter contre la pauvreté et les inégalités. Il a engagé un partenariat depuis plusieurs années avec le CNCR autour de la gouvernance des terres et des ressources naturelles.

Les actions proposées dans le projet « Commun » (2017-2020) s'inscrivent dans la continuité de ce travail, mené à la base et au niveau national par le CNCR depuis le début des années 2000 et réengagé en 2011 avec l'appui de différents partenaires.

Illustration des activités du projet



Veille



Formation



Initiatives locales



Mobilisation sociale

BUDGET DE 731 390 EUROS FINANÇÉ PAR :



Ce programme est mis en œuvre par le CNCR et le Gret. Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de l'Union européenne.

CONTACTS :

THIERNO CISSE
CNCR
Lotissement CICES, lot 58A
BP 249 - Dakar RP
+221 33 827 74 51
elhadjithierno.cisse@cncr.org

IBA MAR FAYE
Gret Sénégal
s/c IRD Hann Maristes
Dakar
+221 33 849 35 38
faye.senegal@gret.org

AMEL BENKAHLA
Gret - Campus Jardin tropical
45 b av.de la Belle Gabrielle
94736 Nogent/Seine - France
+33170919206
benkahl@gret.org